

COLLECTION

PROBLÈMES SOCIAUX
ET INTERVENTIONS SOCIALES



Les travailleurs pauvres

Précarisation du marché du travail,
érosion des protections sociales
et initiatives citoyennes

Sous la direction de
Pierre-Joseph Ulysse
Frédéric Lesemann
Fernando J. Pires de Sousa

Extrait de la publication

 Presses
de l'Université
du Québec

COLLECTION

PROBLÈMES SOCIAUX ET INTERVENTIONS SOCIALES

**FONDÉE PAR HENRI DORVIL (UQAM)
ET ROBERT MAYER (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)**

L'analyse des problèmes sociaux est encore aujourd'hui au cœur de la formation de plusieurs disciplines en sciences humaines, notamment en sociologie et en travail social. Les milieux francophones ont manifesté depuis quelques années un intérêt croissant pour l'analyse des problèmes sociaux, qui présentent maintenant des visages variables compte tenu des mutations des valeurs, des transformations du rôle de l'État, de la précarité de l'emploi et du phénomène de mondialisation. Partant, il devenait impératif de rendre compte, dans une perspective résolument multidisciplinaire, des nouvelles approches théoriques et méthodologiques dans l'analyse des problèmes sociaux ainsi que des diverses modalités d'intervention de l'action sociale, de l'action législative et de l'action institutionnelle à l'égard de ces problèmes.

La collection *Problèmes sociaux et interventions sociales* veut précisément témoigner de ce renouveau en permettant la diffusion de travaux sur divers problèmes sociaux. Pour ce faire, elle vise un large public comprenant tant les étudiants, les formateurs et les intervenants que les responsables administratifs et politiques.

Cette collection était à l'origine codirigée par Robert Mayer, professeur émérite de l'Université de Montréal, qui a signé et cosigné de nombreux ouvrages témoignant de son intérêt pour la recherche et la pratique en intervention sociale.

DIRECTEUR

HENRI DORVIL, PH. D.

École de Travail social, Université du Québec à Montréal

CODIRECTRICE

GUYLAINE RACINE, PH. D.

École de Service social, Université de Montréal

Les travailleurs pauvres

Membre de
L'ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉDITEURS
DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec

Le Delta 1, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2

Téléphone: 418 657-4399

Télécopieur: 418 657-2096

Courriel: puq@puq.ca

Internet: www.puq.ca

Diffusion/Distribution:

CANADA Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec) J7H 1N7
Tél.: 450 434-0306 / 1 800 363-2864

FRANCE AFPU-D – Association française des Presses d'université
Sodis, 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77 403 Lagny, France – Tél.: 01 60 07 82 99

BELGIQUE Patrimoine SPRL, avenue Milcamps 119, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél.: 02 736 68 47

SUISSE Servidis SA, Chemin des Chalets 7, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél.: 022 960.95.32



La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

Les travailleurs pauvres

Précarisation du marché du travail,
érosion des protections sociales
et initiatives citoyennes

Sous la direction de
Pierre-Joseph Ulysse
Frédéric Leemann
Fernando J. Pires de Sousa



Presses de l'Université du Québec

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales
du Québec et Bibliothèque et Archives Canada**

Vedette principale au titre :

Les travailleurs pauvres : précarisation du marché du travail, érosion des
protections sociales et initiatives citoyennes

(Collection Problèmes sociaux et interventions sociales; 64)

Textes présentés lors d'un colloque tenu à Fortaleza, Brésil,
du 30 octobre au 1^{er} novembre 2012.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-7605-3937-2

1. Marché du travail – Québec (Province) – Congrès. 2. Marché du travail –
Brésil – Congrès. 3. Travail précaire – Québec (Province) – Congrès.
4. Travail précaire – Brésil – Congrès. 5. Travailleurs pauvres – Québec
(Province) – Congrès. 6. Travailleurs pauvres – Brésil – Congrès.
I. Ulysse, Pierre Joseph, 1956- . II. Lesemann, Frédéric, 1942- .
III. Sousa, Fernando, José Pires de. IV. Collection: Collection Problèmes
sociaux & interventions sociales; 64.

HD5701.3.T722 2013 331.12 C2013-941976-4

Les Presses de l'Université du Québec
reconnait l'aide financière du gouvernement du Canada
par l'entremise du Fonds du livre du Canada
et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement
des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

Conception graphique

Richard Hodgson

Mise en pages

Interscript

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2014

› Bibliothèque et Archives nationales du Québec
› Bibliothèque et Archives Canada

© 2014 – Presses de l'Université du Québec

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

Imprimé au Canada



TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX	XIII
---	------

INTRODUCTION

Travailleurs pauvres, précarisation du marché du travail, érosion des protections sociales et initiatives citoyennes : un dialogue Québec-Brésil	1
<i>Pierre-Joseph Ulysse, Frédéric Lesemann et Fernando J. Pires de Sousa</i>	

PARTIE 1

PAUVRETÉ ET GRANDES TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL	11
---	----

CHAPITRE 1

LES DYNAMIQUES DE PRÉCARISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL, L'ÉROSION DES PROTECTIONS SOCIALES ET LES CONSÉQUENCES SUR LES TRAVAILLEURS PAUVRES L'intérêt de la comparaison Québec-Brésil	13
<i>Pierre-Joseph Ulysse</i>	
1. La précarisation : un processus pluriel et multiforme	14
2. La situation au Québec et au Canada	15
3. Au cœur des restructurations du marché du travail	17

4. L'État, un acteur central dans le processus de précarisation	18
4.1. Les politiques d'emploi	18
4.2. La question de la protection sociale	19
5. Explicitons l'implicite.	20
6. L'intérêt de la comparaison.	21
Références	22

CHAPITRE 2

**PAUVRETÉ ET TRAVAILLEUR PAUVRE :
UNE COMPARAISON SUD-NORD**

Considérations théorico-méthodologiques	23
<i>Fernando J. Pires de Sousa</i>	
1. (In)compatibilité des notions de base	24
2. Significations historiques de la pauvreté	25
3. Travailleur pauvre: fondements théoriques et méthodologiques	27
4. Faisabilité méthodologique pour une analyse comparative, dans le cas du Brésil	33
5. Indicateurs d'inégalité et de pauvreté	35
Conclusion	40
Références	42

CHAPITRE 3

SOUS-DÉVELOPPEMENT ET MARCHÉ DU TRAVAIL AU BRÉSIL

Liana Maria da Frota Carleial

1. Sous-développement et marché du travail	47
2. Division internationale du travail, transition vers le capitalisme et absence d'un marché du travail	48
3. Le développement du Brésil au XX ^e siècle.	51
3.1. La période 1950-1980: un marché du travail en voie de structuration.	52
3.2. Les années 1990: une inversion de la tendance précédente	58
4. La première décennie du XXI ^e siècle: un nouveau départ pour le développement?	64
Conclusion	73
Commentaire Réflexions sur les récents événements politiques au Brésil dans le cadre de la crise du capital	78
Références	85

CHAPITRE 4

**L'INFORMALITÉ ET LE TRAVAIL INFORMEL COMME ANALYSEURS
DE LA TRANSFORMATION DE L'ACTIVITÉ DE PRODUCTION
ET DU RÔLE DES ÉTATS**

Une comparaison Nord-Sud	89
------------------------------------	----

Frédéric Lesemann

1. Développement économique et social et informalité: une comparaison Québec-Brésil	92
--	----

2. L'informalité, un levier pour une analyse critique des sciences sociales et du rôle de l'État dans les rapports Nord-Sud	97
3. L'informalité de la phase de financiarisation accrue de l'économie et de « commodification » des relations sociales (depuis 1990) . . .	100
Conclusion: une lecture politique et non seulement économique de l'informalité	103
Références	106

CHAPITRE 5

LA TRANSFORMATION DU TRAVAIL AU QUÉBEC

Flexibilité et précarité, deux faces d'une même réalité <i>Yanick Noiseux</i>	109
1. Linéaments de la grande transformation du travail au Québec . . .	110
2. L'essor du travail atypique comme conséquence de la grande transformation	115
3. Les jeunes et les femmes au cœur de la dynamique de centrifugation de l'emploi vers les marchés périphériques du travail	119
4. Syndicalisme et organisation collective des travailleurs atypiques: un aperçu de la littérature	123
5. Syndicalisme et travail atypique au Québec: un bref regard sur les pratiques	127
Références	133

PARTIE 2

INITIATIVES CITOYENNES

ET POLITIQUES PUBLIQUES	139
-----------------------------------	-----

CHAPITRE 6

LES FLUX DES TRAVAILLEURS MIGRANTS TEMPORAIRES ET LE RÔLE AMBIVALENT DE L'ÉTAT

Conséquences sur la précarisation du travail et la syndicalisation . . . <i>Sid Ahmed Soussi</i>	141
1. Les programmes d'immigration temporaire canadiens et leur fonction	142
1.1. Les sous-statuts des travailleurs étrangers temporaires	144
1.2. Des dispositions nouvelles sur la grille salariale	145
2. Les flux de travail temporaire: un état des lieux	145
3. Les dimensions internationales du « modèle canadien »	147
4. Les agences privées de recrutement et l'assujettissement à un employeur unique: un accès problématique aux droits sociaux	148
5. Une politique de précarisation institutionnalisée des statuts d'immigration?	150

6. Précarisation de l'emploi et délitement du rapport salarial	150
7. Flux migratoires et division internationale du travail: l'ambivalence du rôle de l'État	153
Références	154

CHAPITRE 7

L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE AU BRÉSIL ET AU QUÉBEC

La place et le rôle des travailleurs informels, à bas salaires ou atypiques, et le positionnement des syndicats	157
<i>Carole Yerochewski</i>	

1. Cadre de l'étude et précisions méthodologiques	159
2. Les qualités théoriques du cas de l'économie solidaire	161
2.1. Une réactualisation des mouvements d'émancipation des travailleurs du XIX ^e siècle, avec de nouveaux contenus	161
2.2. Une autodéfinition commune	162
2.3. ... faisant ressortir l'existence d'un mouvement social en lien avec une autre mondialisation	162
2.4. Un lieu d'implication des syndicats	163
3. Les résultats	164
3.1. Au Brésil, un nouveau mouvement social de travailleurs	164
3.2. Au Québec, une coalition d'organisations et de divers mouvements, mais des organisations du travail qui restent hétéronomes	166
3.3. Des syndicats soucieux des conditions de travail, non de l'organisation du travail	168
4. Discussion	171
Références	175

CHAPITRE 8

**L'INSERTION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI
DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

L'expérience des Emplois de solidarité à Trois-Rivières (Québec)	179
<i>Lise St-Germain</i>	

1. Éléments de contexte: un environnement local et une conjoncture politique nationale spécifiques	180
2. La question de l'intégration en emploi comme stratégie de lutte contre la pauvreté	183
3. Orientations et principes: les étapes du processus d'intégration, d'insertion et de maintien en emploi	185
3.1. La phase préparatoire (deux mois)	185
3.2. La phase de recherche d'emploi	186
3.3. L'entrée en emploi et les étapes d'intégration	186
3.4. La stratégie de maintien en emploi	187
4. Les axes d'intervention	188
4.1. Les procédures de sélection du marché du travail	188
4.2. Le développement de l'employabilité en situation réelle d'emploi	190
4.3. L'adaptation des postes de travail	191

4.4. Les conditions de maintien en emploi: l'approche de médiation . . .	193
4.5. L'octroi à l'employeur d'une subvention salariale sur le long terme	195
Conclusion: sortir de la pauvreté par la participation à l'emploi . . .	195
Références	200

CHAPITRE 9

UN NOUVEAU RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Le Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes	203
<i>Berthe Lacharité</i>	
1. L'enquête sur les conditions de travail dans les groupes communautaires et les groupes de femmes.	204
2. Un secteur d'emploi hautement féminisé et scolarisé.	205
3. Le profil financier des groupes.	205
4. Les statuts d'emploi.	206
5. Les salaires	206
6. Les avantages sociaux.	207
6.1. Les congés de maladie	207
6.2. Les régimes d'assurance collective	207
6.3. Les régimes de retraite	210
7. Les relations de travail.	211
7.1. Présence d'un contrat ou d'une politique de travail	211
7.2. Présence d'un lieu officiel de négociation	212
7.3. Présence d'un syndicat	212
8. Les conditions de travail en bref	213
8.1. La mise sur pied du Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes.	213
8.2. Pour échapper à la pauvreté au moment de la retraite	214
8.3. Sur un mode interactif et coconstructif.	214
9. Un débat qui s'engage, un contexte qui évolue	215
9.1. Des modifications législatives aidantes	216
9.2. Le RRFSGCF entre en phase de démarrage	216
9.3. Des caractéristiques innovantes du RRFSGCF	217
9.4. Des prix qui soulignent ces caractéristiques.	218
10. Persister malgré la crise financière	219
Références	221

CHAPITRE 10

ACTION COLLECTIVE ET TRANSFORMATIONS DE LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL

Les groupes de femmes rurales dans le Rio Grande do Norte	223
<i>Elsa Beaulieu Bastien</i>	
1. Brève présentation de la MMF et des groupes de femmes rurales du RN	224
2. Cadre conceptuel: les dynamiques de changement générées par les mouvements sociaux.	225

3. Rapports sociaux de sexe et division sexuelle du travail	229
4. Spatialisation des rapports sociaux de sexe	231
5. Division sexuelle du travail et pratiques d'organisation féministe dans la MMF du Rio Grande do Norte	233
5.1. Les groupes de femmes rurales ayant fait partie de l'étude	233
5.2. Rapport à l'espace et mise en tension des modalités de la subordination des femmes	235
5.3. Transformations de la division sexuelle du travail dans les groupes de femmes rurales	236
Conclusion	245
Références	246

CHAPITRE 11

ASSISTANTIALISME ET ENTREPRENEURIAT POPULAIRE

Une nécessaire articulation pour éradiquer la pauvreté?	249
---	-----

Deise Luiza da Silva Ferraz et Rafael Rodrigo Mueller

1. La méthode de collecte des données	251
2. Réflexions théoriques: l'explication du paradoxe	251
2.1. La classe ouvrière et l'armée de réserve	251
2.2. La surexploitation des travailleurs brésiliens	255
3. Les entreprises populaires de travail	259
3.1. L'expérience du Rio Grande do Sul: de la charité à la lutte pour les fonds publics	259
3.2. L'expérience du Paraná: la permanence des dons caritatifs devant l'absence de fonds publics	262
Conclusion	265
Références	267

COMMENTAIRE

**Interprétations relatives aux manifestations de rue
de juin 2013 au Brésil**

269

Fernando J. Pires de Sousa

NOTICES BIOGRAPHIQUES	277
---------------------------------	-----



LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 3.1.	Indice de Gini (long terme) au Brésil – 1960-2011	68
Figure 3.2.	Évolution du travail informel au Brésil – 2001-2011	71
Figure 5.1.	Dynamique de la rupture du contrat social dans l’après-fordisme	114
Figure 6.1.	Main-d’œuvre migrante temporaire présente au Canada au 1 ^{er} décembre par programme – 2000-2009	143
Figure 11.1.	De l’aide civile à l’aide étatique	257
Tableau 2.1.	Définitions de <i>travailleur</i> dans le but d’identifier le « travailleur pauvre »	32
Tableau 2.2.	Indicateurs d’inégalité et de pauvreté	38
Tableau 3.1.	Certains indicateurs relatifs à l’emploi dans l’industrie manufacturière au Brésil – 1950-1980	55
Tableau 3.2.	Création d’emplois entre 2000 et 2010 au Brésil	68
Tableau 3.3.	Création d’emplois formels entre 2000 et 2010 au Brésil	68
Tableau 3.4.	Répartition de l’emploi formel par macrorégion au Brésil – 2000-2010 (en %)	69
Tableau 3.5.	Répartition sectorielle et régionale du taux de croissance annuel moyen de l’emploi formel par macrorégion au Brésil – 2000-2010 (en %)	70

Tableau 9.1.	Répartition des femmes et des hommes dans les statuts d'emploi	206
Tableau 9.2.	Salaire horaire du personnel selon le sexe	207
Tableau 9.3.	Salariés et ressources contractuelles toutes organisations confondues: nombres moyens, salaires et taux horaires moyens	208
Tableau 9.4.	Proportion des statuts d'emploi exclus de la couverture d'un régime d'assurance collective chez les organismes communautaires	209
Tableau 9.5.	Répartition des organismes communautaires ayant un régime d'assurance collective selon les garanties du régime	209
Tableau 9.6.	Types de régime de retraite offerts au personnel	210
Tableau 9.7.	Clauses des contrats de travail des organismes communautaires	211
Tableau 10.1.	Vue d'ensemble des sept groupes de femmes ayant participé à l'étude: année de fondation du groupe, démarrage des activités productives et nombre de femmes mobilisées	234
Tableau 10.2.	Les degrés de liberté conquis par les femmes et la contribution du conjoint aux tâches domestiques.	238
Tableau 10.3.	Revenus monétaires et non monétaires par maisonnée, ventilés selon l'apport des conjoints principaux, et degré de liberté des femmes et de partage des tâches domestiques, groupe 1	239
Tableau 10.4.	Revenus monétaires et non monétaires par maisonnée, ventilés selon l'apport des conjoints principaux, et degré de liberté des femmes et de partage des tâches domestiques, groupe 5	240



INTRODUCTION

TRAVAILLEURS PAUVRES, PRÉCARISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉROSION DES PROTECTIONS SOCIALES ET INITIATIVES CITOYENNES UN DIALOGUE QUÉBEC-BRÉSIL

Pierre-Joseph Ulysse, Frédéric Lesemann
et Fernando J. Pires de Sousa

La question de la pauvreté en emploi ne cesse de gagner en pertinence. L'emploi se transforme: de relativement stable qu'il était pour certaines catégories de personnes en Amérique du Nord, en Europe et dans plusieurs pays latino-américains, il devient de plus en plus précaire, flexible, temporaire, de sorte qu'il ne permet souvent plus de garantir un niveau de revenu suffisant pour ne pas être pauvre. Cette évolution récente tient autant de l'évolution des stratégies d'entreprises – activement inscrites dans une dynamique de globalisation des marchés, et donc dans des stratégies diversifiées pour maintenir leur compétitivité (sous-traitance, délocalisation, réduction des rémunérations...) – que de l'évolution même des conditions de travail (flexibilisation de la main-d'œuvre, contrats à durée déterminée, voire absence de contrat...), ou encore d'un droit du travail et de ses réglementations qui ne cessent de s'affaiblir. Ces mutations concernent aussi la détérioration des protections sociales liées au travail (restrictions de l'accessibilité à l'assurance-emploi, aux retraites, à l'aide sociale, à la formation professionnelle...) ou encore la modification des règles de l'immigration, qui favorisent une arrivée, ciblée en fonction de besoins particuliers des employeurs, de travailleurs étrangers temporaires directement mis en concurrence avec des travailleurs nationaux.

Dans cette vaste transformation, non seulement les entreprises modifient complètement leurs modes d'opération, mais l'État lui-même change de rôle. De «protecteur» qu'il était depuis des décennies – et arbitre des relations employeurs-employés –, il a récemment évolué vers un rôle d'agent actif d'instauration d'un nouvel ordre beaucoup plus favorable aux intérêts des entreprises, au nom de la productivité, de la concurrence, de la croissance et du développement de l'emploi. *Compétitivité, emploi*, deux mots clés dans le vocabulaire des dirigeants, tant politiques qu'économiques. Mais à quelles conditions, et avec quelles conséquences pour les travailleurs? Car si, jusque-là, l'accès à un travail rémunéré offrait pour la majorité des personnes une garantie raisonnable d'échapper à la pauvreté, tel n'est plus le cas aujourd'hui pour une portion croissante des personnes qui travaillent.

Certes, chaque phase de l'évolution du capitalisme a produit, au cours de son histoire, des formes de pauvreté propres qui ont été contrées par divers types de mobilisation et d'organisation de travailleurs, qu'il s'agisse d'associations de travailleurs, de fraternités, de syndicats, de mutuelles, autant de regroupements fondés sur la défense d'intérêts, le besoin de protections et la promotion des solidarités. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des pays industrialisés ont connu une institutionnalisation de la défense des droits des travailleurs et de la protection sociale à travers une intervention croissante des États dans le champ de la régulation des relations de travail. Cette période, que les sociologues ont qualifiée de «société salariale», et les spécialistes de l'économie politique de «fordiste-keynésienne», a été caractéristique des régimes politiques socio-démocrates qui ont marqué nombre de pays industrialisés jusqu'aux années 1980. Cette société salariale est depuis activement remise en cause, et de manière particulièrement agressive depuis une décennie, par les entreprises les plus puissantes à l'échelle internationale qui imposent la production flexible et déterritorialisée, mais aussi par la globalisation financière qui rend vulnérables les échanges et les relations internationales, compromettant l'autonomie des États-nations, et, finalement, par les politiques industrielles, monétaires et sociales des États eux-mêmes.

C'est en référence à cette «société salariale», et aux multiples formes de «sécurité» relative qu'elle offrait – au moins pour une partie importante des travailleurs et des employés, hommes plus que femmes, il est vrai – qu'on dresse aujourd'hui le constat de la croissance du «travail qui rend pauvre». Cette société avait acquis le statut d'un idéal à atteindre: un accès universel pour tous aux «protections», et en particulier pour les catégories sociales qui n'en bénéficiaient pas (encore): les jeunes peu scolarisés, les femmes en général, et surtout celles vivant seules ou monoparentales, les nouveaux immigrants. On constate aujourd'hui l'aspect illusoire de ces attentes. La pauvreté contemporaine, associée à une participation active

au marché du travail, témoigne d'une nouvelle configuration qui lui vient du fait qu'elle échappe aux «promesses» de la «société salariale», désormais incapable de les remplir tant elle est affaiblie par les agressions entrepreneuriales et étatiques dont elle est l'objet, mais aussi par l'inadéquation des formes traditionnelles d'organisation des travailleurs.

Dans ce nouveau contexte social et politique se pose donc la question des formes possibles de mobilisation pour la défense des intérêts et la protection des catégories sociales les plus vulnérables. On sait bien que les formes syndicales traditionnelles de mobilisation, propres aux sociétés industrielles et à l'organisation de la «société salariale», sont devenues largement inopérantes. C'est en ce sens que plusieurs chapitres de cet ouvrage s'intéressent aux «initiatives citoyennes» qui tentent de trouver de nouveaux modes de défense des intérêts et de réponse aux besoins de protection des nouveaux «travailleurs et travailleuses pauvres». On notera d'emblée qu'il est probablement symptomatique que les mobilisations se fassent généralement non pas d'abord sur le registre économique du salaire, mais plutôt sur celui de la citoyenneté, au nom des droits humains fondamentaux, et ce, tant dans les sociétés du Nord que dans celles du Sud. Les mobilisations apparaissent donc d'abord politiques avant d'être économiques; elles vont se construire davantage en référence à une condition commune, et seront dirigées vers un État auquel on en appelle au nom de sa responsabilité démocratique de promouvoir et de protéger les droits fondamentaux.

*
**

C'est donc autour du thème du *travail qui rend pauvre*, défini par les contextes et la problématique qui viennent d'être esquissés, que se réunit le Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS), constitué à l'Université de Montréal en 2010, et soutenu financièrement par une subvention octroyée par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC). Pour le GIREPS, les connaissances relatives à la pauvreté en emploi doivent provenir de la combinaison de plusieurs types de sources: autant les savoirs issus de l'expérience vécue, individuelle et collective, souvent portés par des mobilisations collectives, que les savoirs issus des pratiques des intervenantes et intervenants sociaux et que ceux issus de la recherche dans les domaines de la sociologie du travail, des relations de travail, du droit du travail, de la famille, des politiques publiques et de l'État, des dynamiques sociales et économiques.

C'est pourquoi le GIREPS s'est associé à divers partenaires: Relais-Femmes, un organisme féministe montréalais de formation, de recherche et de concertation qui œuvre à la transformation des rapports sociaux dans une perspective de développement et de diffusion de nouveaux

savoirs et de renouvellement des pratiques, le Centre de recherche sociale appliquée (CRSA) à Trois-Rivières, qui se consacre à l'analyse des pratiques sociales et à l'étude des problèmes sociaux en visant à rapprocher les univers de la recherche et les milieux de pratique, ainsi que plusieurs des principaux regroupements québécois qui se mobilisent pour la défense des conditions de travail des travailleurs et des travailleuses aux prises avec diverses formes de précarité dans leur emploi. La problématique des travailleurs pauvres est ici étudiée dans ses interfaces autant avec les transformations des politiques sociales et fiscales qu'avec les dynamiques d'évolution du marché du travail et des conditions d'emploi. Une analyse intersectionnelle est privilégiée, avec ces partenaires, qui tient compte de l'imbrication de différents marqueurs sociaux générateurs de subordination et d'exclusion sociale, et autour desquels s'organisent les rapports sociaux: le genre, la racisation, les situations d'immigration, la classe sociale, l'âge, etc.

Enfin, le GIREPS s'efforce de saisir la problématique des travailleurs pauvres, non pas seulement dans un cadre d'interprétation strictement national, mais bien dans celui des processus en cours de *globalisation* de nos sociétés. Il cherche donc à construire les conditions d'une *comparaison* avec une société « autre », qui s'est opérationnalisée dans le cadre d'une collaboration avec des collègues du Nord-Est du Brésil et qui a commencé dès 2010 à l'occasion d'un séjour sabbatique à l'Université de Montréal du professeur Fernando J. Pires de Sousa de l'Université fédérale du Ceará à Fortaleza. Pour le GIREPS, une démarche de comparaison ne vise pas à comparer pour évaluer ou transférer une politique ou une manière de faire, mais bien plutôt à *comparer pour éclairer une problématique*. La comparaison est une pédagogie de mise à distance, d'objectivation de sa propre réalité nationale, par l'obligation qu'on s'impose, face à d'autres, d'explicitier et d'expliquer, dans une relation dialogique, sa propre réalité. C'est un processus de *réflexivité* fondé sur la volonté réciproque de comprendre, de découvrir, en dehors de tout jugement de valeur, autant sa propre réalité que celle de l'« autre », au-delà des distances et des différences, et peut-être grâce à elles.

C'est dans une telle perspective qu'un colloque scientifique a été organisé par les équipes brésilienne et québécoise du GIREPS à l'Université fédérale du Ceará à Fortaleza en novembre 2012 sur le thème *Marché du travail, travailleurs pauvres, protection sociale et lutte contre la pauvreté, dans les contextes brésilien et canadien*. Plusieurs débats relatifs aux définitions, non pas abstraites, mais bien « appliquées » des principales notions structurant les travaux du GIREPS ont eu lieu, contextualisées en fonction de l'histoire, de l'état de l'économie et des politiques nationales, régionales et locales, des traditions théoriques et disciplinaires d'analyse, des mobilisations sociales dans chaque pays. Ces débats ont permis, en partie du

moins, d'éclairer nos compréhensions et nos conceptions respectives, au Brésil et au Québec, de la pauvreté, du travail, de l'emploi, du salariat, du travail informel, mais aussi du développement, de l'intégration sociale, de la mobilisation des communautés. Ces débats ont été rendus possibles tant par des échanges intellectuels que par la visite sur place de diverses initiatives communautaires visant à apporter des réponses – grâce aux mobilisations populaires – aux besoins vitaux, économiques, sociaux, culturels de communautés confrontées quotidiennement à la précarité.

*
**

Cet ouvrage rassemble quelques-unes des contributions qui ont été présentées à ce colloque et qui ont permis d'alimenter le débat.

La partie 1, intitulée *Pauvreté et grandes tendances du marché du travail*, réunit des textes qui ont contribué à bien camper les termes de l'échange, les définitions des notions, dans une perspective tantôt historique, tantôt d'actualité, tantôt de mise en perspective internationale, tantôt de clarification notionnelle, l'objectif poursuivi étant de bien préciser de quoi on parle, dans quel contexte, dans quelles perspectives intellectuelles et politiques.

Le chapitre de Pierre-Joseph Ulysse, « Les dynamiques de précarisation du marché du travail, l'érosion des protections sociales et les conséquences sur les travailleurs pauvres : l'intérêt de la comparaison Québec-Brésil », énonce les axes d'analyse principaux qui mobilisent les travaux de l'équipe du GIREPS au Québec et précise les enjeux rattachés aux définitions des notions de pauvreté, de précarité, de travailleur pauvre auxquelles ils se réfèrent. Le texte présente des données statistiques sur le phénomène du *travail qui rend pauvre* au Québec qui, pour l'auteur, peut être considéré comme un « observatoire des dynamiques sociales, politiques, économiques et culturelles » à l'œuvre dans nos sociétés. Dans la perspective d'une démarche comparative, la référence au « travailleur pauvre » peut servir à construire un effet de miroir entre deux portes d'entrée, l'une, au Québec, par l'emploi qui se précarise, l'autre, au Brésil, par le développement socioéconomique.

Fernando J. Pires de Sousa, dans « Pauvreté et travailleur pauvre, une comparaison Sud-Nord : considérations théorico-méthodologiques », élabore une analyse approfondie de la diversité des définitions relatives aux notions de « travailleur », d'« emploi », d'« occupation », de « travailleur pauvre », de « pauvreté », par les grandes institutions internationales, telles que le Bureau international du travail (BIT), la Banque mondiale, l'Eurostat, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), ou les instituts statistiques nationaux français, étatsunien ou brésilien. Les indicateurs de mesure de la pauvreté et des inégalités, les

définitions des seuils de pauvreté, de pauvreté relative sont l'objet d'enjeux politiques considérables soulignant d'autant les ambiguïtés et les difficultés conceptuelles et méthodologiques d'une comparaison entre pays. Par ailleurs, l'analyse comparative est généralement nivelée par des indicateurs «synthétiques» adoptés par les organisations internationales, dont notamment la Banque mondiale, qui ne saisissent pas le degré d'hétérogénéité des différents segments de la société ni les structures de production et de consommation, pas plus que la distribution de revenu et de patrimoine qui fondent les conditions économiques et sociales de vie des populations.

Le chapitre «Sous-développement et marché du travail au Brésil», de Liana Maria da Frota Carleial, synthétise les principales étapes et caractéristiques successives de l'évolution du marché du travail dans une société brésilienne marquée par son statut d'économie dépendante dans la division internationale du travail. Dès le milieu des années 1950, le Brésil se transforme, passant d'une société essentiellement agricole à une société industrielle urbaine, dans laquelle les inégalités sociales et économiques entre les grandes régions, mais aussi entre les classes sociales, demeurent considérables. Récemment, le Brésil a connu l'effet des politiques néolibérales, mais l'instauration, d'abord dans les années 1980, d'une Sécurité sociale incluant des mesures d'assistance publique, d'assurance-chômage, d'établissement d'un salaire minimum, d'accès aux services de santé, puis dans les années 2000, sous un leadership politique affirmé, de mesures explicites de lutte contre la pauvreté, à travers l'octroi des Bourses familiales (Bolsa Família), d'accès à l'éducation primaire pour l'ensemble de la population, de soutien au développement de l'économie solidaire, a permis de réduire considérablement la pauvreté et la précarité de l'emploi. Le pays est désormais doté de moyens qui devraient lui permettre de participer activement à son développement économique, et donc de réduire sa dépendance historique à l'égard des pays centraux, entraînant, entre autres, une réduction de l'emploi informel.

Frédéric Lesemann, dans «L'informalité et le travail informel comme analyseurs de la transformation de l'activité de production et du rôle des États: une comparaison Nord-Sud», avance que les transformations du rôle des États dans les processus de globalisation entraînent une extension continue des pratiques informelles dans tous les secteurs d'activité des sociétés. Il jette un regard critique sur le processus de construction des États-providence du Nord qui, au nom du développement, a consisté à formaliser et à rationaliser, avec l'appui actif des sciences sociales, des processus sociaux très souvent informels. S'intéresser aujourd'hui à l'informalité est une manière d'analyser les transformations des institutions qui ont permis, au Nord, au cours du dernier demi-siècle, de réduire les incertitudes de la vie en société. C'est aussi une manière de s'interroger sur les nouveaux rôles des États dans le cadre des processus de globalisation et de reconnaître

que nous sommes aux prises actuellement avec un au-delà des États-providence, des idéologies du développement économique et social ainsi que des sociétés salariales qu'ils ont consacrées.

Pour Yanick Noisieux, «La transformation du travail au Québec: flexibilité et précarité, deux faces d'une même réalité», «est le résultat d'une action continue et multiforme des États eux-mêmes, ainsi que des entreprises et des administrations engagées dans une transformation globale des institutions, des relations sociales et des manières de gouverner en s'appuyant sur le principe de la concurrence». Ce chapitre décrit, données statistiques à l'appui, combien l'essor du travail atypique résulte de la «centrifugation de l'emploi vers les marchés périphériques du travail» et a des répercussions démesurées sur les jeunes et les femmes. Comment favoriser une organisation collective de défense des droits des travailleurs atypiques? L'auteur tente de dégager des leçons de quelques expériences de mobilisation syndicale, réussies ou non, de ces catégories de travailleurs.

La partie 2, intitulée *Initiatives citoyennes et politiques publiques*, réunit des récits de pratique et des réflexions théoriques associés à des mobilisations populaires ou syndicales visant à trouver des solutions originales pour répondre à diverses situations collectives de précarité et de pauvreté, associées à des transformations des conditions de travail, ou au manque d'emplois rémunérateurs, ou encore aux difficultés d'accès ou d'insertion en emploi. Les textes de cette deuxième partie illustrent la préoccupation du GIREPS de fonder le développement des connaissances autant sur des savoirs d'expérience que sur des savoirs théoriques. Ces textes ouvrent aussi aux divers débats relatifs aux initiatives et aux stratégies de mobilisation des travailleurs et travailleuses pauvres: statut et condition du travail des femmes comparativement à ceux des hommes, rôle des initiatives dites «communautaires», fondées sur la citoyenneté, par rapport aux rôles et aux capacités de mobilisation des syndicats, suscitant du même coup la question de savoir si les travailleurs pauvres sont avant tout des travailleurs «périphériques» de la société salariale, en quelque sorte en attente d'intégration dans la négociation collective et le syndicalisme, ou s'ils constituent plutôt des catégories de travailleurs typiques des sociétés libérales globalisées, aux conditions de travail peu ou pas formalisées, tant au Sud qu'au Nord.

Sid Ahmed Soussi, dans le chapitre «Les flux des travailleurs migrants temporaires et le rôle ambivalent de l'État: conséquences sur la précarisation du travail et la syndicalisation», analyse les effets des programmes canadiens de travailleurs migrants temporaires qui régissent les flux de main-d'œuvre étrangère, spécialisée ou non. Ces conséquences sont importantes, autant pour cette main-d'œuvre dont les salaires sont inférieurs, à travail équivalent, à ceux des travailleurs nationaux et dont l'accès aux droits sociaux est limité que pour la main-d'œuvre nationale, qui voit s'accélérer le

délitement en cours depuis une quinzaine d'années du rapport salarial dans de nombreux secteurs où cette main-d'œuvre étrangère est embauchée. Ce phénomène des flux migratoires temporaires, dûment soutenu par les politiques néolibérales de plusieurs États, n'est pas propre au Canada; on le retrouve aux États-Unis et dans certains pays européens et asiatiques. Il contribue de manière directe à la précarisation de l'emploi, devant laquelle l'action syndicale nationale ou internationale se retrouve désemparée.

Le chapitre de Carole Yerochewski, «Économie solidaire au Brésil et au Québec: la place et le rôle des travailleurs informels, à bas salaires ou atypiques, et le positionnement des syndicats», permet à l'auteure de constater que «tous les travailleurs informels [...] ne sont pas nécessairement tous pauvres [mais qu']ils sont pour la plupart des travailleurs appauvris dans leur capacité à agir individuellement et collectivement». Bien qu'ils se trouvent dans des «situations de multidomination sur le marché du travail», on assiste depuis une trentaine d'années à de nombreuses luttes de ces travailleurs. Souvent entreprises ou soutenues par des organismes communautaires locaux, nationaux ou transnationaux, ces luttes reprennent des revendications de mouvements de femmes ou pour la protection de l'environnement. On peut parler de l'émergence de nouvelles identités collectives et de nouvelles aspirations. Devant cela, les syndicats restent cantonnés dans des réponses traditionnelles, cherchant à syndiquer ces travailleurs dans le cadre des institutions traditionnelles de représentation collective qui ne permettent pas de prendre en compte les nouvelles aspirations. Le texte propose des pistes de réflexion sur les façons d'analyser l'émergence de ces mouvements d'économie solidaire et le positionnement des organisations communautaires et syndicales au Brésil et au Québec.

Lise St-Germain, dans «L'insertion et le maintien en emploi des personnes éloignées du marché du travail: l'expérience des Emplois de solidarité à Trois-Rivières (Québec)», cible la problématique complexe de l'insertion en emploi des personnes dites «inemployables». L'expérience de ces personnes à la marge de l'emploi formel rapportée par l'auteure relate comment et à quelles conditions ces personnes, grâce à une mobilisation communautaire, à une stratégie de médiation à long terme entre elles, à des employeurs potentiels et à des fonctionnaires gestionnaires des politiques d'emploi et d'aide sociale, parviennent à se réinsérer durablement en emploi salarié, elles qui, sinon, demeureraient exclues du marché du travail. Par la transformation de leurs prestations sociales en subventions salariales partielles et dégressives, ce qui permet aux employeurs de compenser la productivité initiale relativement faible de ces personnes, ces personnes se reconstruisent rapidement une identité de travailleur salarié et de citoyen digne et doté de droits. L'expérience connaît un succès qui permet aujourd'hui de l'étendre à deux autres sites au Québec.

Pour Berthe Lacharité, qui présente «Un nouveau régime de retraite à prestations déterminées: le Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes», les conditions de travail dans les groupes communautaires et les groupes de femmes au Québec sont particulièrement précaires: bas salaires, quasi-absence de régimes d'assurance collective, quasi-inexistence de régimes de retraite. Dans son chapitre, elle fait état de la mobilisation fructueuse réalisée, avec la collaboration de l'Université du Québec, par des responsables de groupes de femmes pour la mise sur pied d'un régime collectif interentreprises de retraite qui compte aujourd'hui plus de 3 000 participants, 400 organisations et 13 millions de dollars d'actifs.

Elsa Beaulieu Bastien, dans le chapitre «Action collective et transformation de la division sexuelle du travail: les groupes de femmes rurales dans le Rio Grande do Norte», analyse les transformations de la division sexuelle du travail pour les travailleuses rurales de l'économie solidaire dans le Rio Grande do Norte. Ces travailleuses pauvres, informelles, à bas salaire ne sont pas que des victimes de mutations structurelles sur lesquelles elles n'auraient aucun contrôle; elles peuvent aussi, dans certaines conditions, être des actrices des mutations qui les affectent. Par ailleurs, les restructurations dans le monde de l'économie et du travail sont intimement liées à des mutations sociales, qui concernent notamment les rapports sociaux de sexe: les transformations dans les stratégies productives s'articulent nécessairement à des transformations dans les modalités de la reproduction sociale. On ne peut comprendre les tenants et aboutissants des transformations du «travail» (au sens traditionnel, restreint, du terme) qu'en adoptant une conception extensive du travail, qui inclut toutes les formes de travail, y compris le travail non rémunéré dit «reproductif» effectué majoritairement par les femmes dans la sphère domestique, au même titre qu'on ne peut comprendre les processus de précarisation du travail «formel» qu'à la lumière de l'expansion du travail «informel». La référence à la société salariale et à sa précarisation ne permet pas de voir, parce qu'elle utilise une définition trop étroite du travail, la reconfiguration des mécanismes de la reproduction sociale ni la transformation des modalités de leur appropriation et de leur exploitation dans la période actuelle.

L'ouvrage se conclut avec le chapitre de Deise Luiza da Silva Ferraz et Rafael Rodrigo Mueller, «Assistancialisme et entrepreneuriat populaire: une nécessaire articulation pour éradiquer la pauvreté?». Dans ce chapitre, les auteurs font état d'expériences de constitution de deux entreprises populaires de travail, dans les régions Rio Grande do Sul et Paraná du Sud du Brésil. Ces initiatives visaient à favoriser l'indépendance financière des participants, mais elles ont mené à un constat commun: même si les travailleurs au chômage qui en bénéficiaient effectuaient un travail, ils n'arrivaient pas à surmonter leur condition de pauvreté et devaient compter

sur des services de bienfaisance, notamment sur des dons de nourriture. Cette relation de charité a incité les travailleurs à former des groupes qui ont amorcé une série de revendications conjointement avec le gouvernement local en vue d'améliorer l'efficacité des politiques sociales. Après deux ans de manifestations de rue et d'occupation de bâtiments publics, la Loi sur les collectifs de travail a été adoptée en 2001. Elle a permis aux membres de ces groupes d'envisager la fin de leur dépendance à l'égard des dons, puisqu'ils avaient maintenant la possibilité de travailler et de se qualifier. Mais une réelle indépendance financière n'a pas été atteinte : les travailleurs ont dû faire face à d'innombrables difficultés pour gagner un revenu suffisant leur permettant de sortir de leur condition de travailleurs pauvres, même si l'on a pu observer une légère augmentation du revenu pendant la période de travail et de soutien par des fonds publics ou des institutions de la société civile. Le travail lui-même ne devient rentable que grâce à un appui financier externe.

*

**

Les textes réunis dans cet ouvrage ont été rédigés au printemps 2013, avant l'explosion sociale et les mobilisations urbaines qu'a connues le Brésil en juin 2013. Nous avons jugé pertinent de demander à deux de nos collègues brésiliens de se risquer à commenter et à donner sens à ces mobilisations. Celles-ci s'inscrivent, certes, comme le souligne Liana Carleial – dans un ajout à son texte –, dans la foulée de la contestation mondiale du capitalisme financier, une des dimensions centrales du Printemps érable qu'a connu le Québec, en 2012, mais aussi, comme l'indique Fernando J. Pires de Sousa dans le texte qui conclut ce livre, dans l'histoire sociale et politique du Brésil des dernières décennies.

L'EMPLOI SE TRANSFORME. Auparavant relativement stable, il devient de plus en plus précaire, flexible, temporaire. Dans cette vaste transformation, les entreprises autant que l'État modifient leurs modes d'opération et leur rôle. Compétitivité et productivité sont autant de mots-clés faisant partie du vocabulaire des dirigeants politiques et économiques. Mais à quelles conditions et à quels coûts pour les travailleurs? Hélas, l'emploi ne permet souvent plus de garantir un niveau de revenu suffisant pour ne pas être pauvre.

La croissance de ce «travail qui rend pauvre» engendre une réflexion sur les formes possibles de mobilisation pour la défense des intérêts et la protection des catégories sociales les plus vulnérables. Les membres des équipes brésilienne et québécoise du Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale de l'Université de Montréal se consacrent à cette tâche. Dans le présent ouvrage, ils tentent de saisir la problématique des travailleurs pauvres dans le contexte de la mondialisation par une démarche réflexive fondée sur la volonté de comprendre autant la réalité du Nord que celle du Sud, au-delà des distances et des différences, et peut-être grâce à elles. Une première partie portant sur la pauvreté et les grandes tendances du marché du travail réunit des textes qui définissent les notions, le contexte et les perspectives de recherche. La deuxième partie comporte quant à elle des récits de pratique et des réflexions théoriques en lien avec les initiatives citoyennes et les politiques publiques. Les auteurs poursuivent tous le même objectif: trouver des solutions originales pour répondre à diverses situations collectives de précarité et de pauvreté, que ce soit en raison des transformations des conditions de travail, du manque d'emplois rémunérateurs ou des difficultés d'accès ou d'insertion en emploi.

Pierre-Joseph Ulysse, sociologue, est professeur à l'École de service social de l'Université de Montréal et spécialiste des politiques sociales de lutte contre la pauvreté. Il a fondé le Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS).

Frédéric Lesemann, sociologue, est professeur à l'Institut national de la recherche scientifique à Montréal. Il s'intéresse au phénomène de l'essor du travail informel. Il assume la direction intérimaire du GIREPS.

Fernando J. Pires de Sousa, économiste et statisticien, est professeur à l'Université fédérale du Ceará à Fortaleza. Il mène des recherches sur les questions de pauvreté, de politiques publiques et de marchés du travail et dirige l'équipe brésilienne du GIREPS.

Ont collaboré à cet ouvrage

Elsa Beaulieu Bastien, Liana Maria da Frota Carleial, Deise Luiza da Silva Ferraz, Berthe Lacharité, Frédéric Lesemann, Rafael Rodrigo Mueller, Yanick Noiseux, Fernando J. Pires de Sousa, Sid Ahmed Soussi, Lise St-Germain, Pierre-Joseph Ulysse, Carole Yerochewski